

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**PREFECTURE DES YVELINES**

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL COMMUN DÉPARTEMENTAL DES YVELINES**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**Service de livraison de repas,  
pour partie subventionnés par l'employeur,  
à destination d'agents du ministère de l'Intérieur  
exerçant dans les Yvelines  
et intervenant au sein de neuf services repartis sur sept sites**

# Sommaire

## CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Dispositions générales du marché.....	4
1.1 – Objet du présent marché.....	4
1.2 – Date d'effet.....	4
1.3 – Délai d'exécution.....	4
1.4 – Reconduction.....	4
1.5 – Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	4
1.6– Nature du présent marché et mode de passation.....	5
1.6.1 – Décomposition en lots.....	5
1.6.2 – Mode de passation du marché.....	5
1.6.3 – Marché de prestations similaires .....	5
1.7 – Description des prestations .....	5
1.7.1 – Restauration des agents .....	5
1.7.2 – Lieux d'exécution .....	5
1.7.3 – Modalité de passation des commandes des agents.....	
et conditions de livraison .....	7
1.7.4 – Règlement de la commande par l'agent.....	7
1.7.5–Compte administrateur à l'attention de l'acheteur.....	7
1.7.6 – Engagements du prestataire.....	7
1.7.7 – Règles d'hygiène.....	7
1.7.8 – Réunion de lancement.....	8
Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	8
2.1 – Pièces particulières.....	8
2.2 – Pièces générales.....	8
Article 3 : Obligations des parties.....	9
3.1 – Obligations générales des parties.....	9
3.1.1 – Représentation des parties.....	9
3.1.2 – Responsabilité du titulaire.....	9
3.1.2.1 – Engagement sur les moyens.....	9
3.1.3 – Sous-traitance.....	10
3.1.3.1 – Obligations du titulaire.....	10
3.1.3.2 – Condition d'acceptation d'un sous-traitant.....	10
3.2 – Obligations administratives.....	10
3.2.1 – Langue.....	10
3.2.2 – Assurances.....	10
3.2.3 – Remise de documents attestant de l'absence d'emploi dissimulé .....	11
3.2.4 – Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement.....	11
de situation.....	
2.5 – Obligation de confidentialité.....	11
3.2.6 – Protection des données à caractère personnel.....	11
3.2.7 – Notification des violations des données à caractère personnel.....	11
3.2.8 – Destruction des données .....	12

## CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DU MARCHE.....12

Article 4 : Conditions générales d'exécution du marché.....	12
4.1 – Protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail.....	12
4.2 –Réparation des dommages.....	12
4.3 – Clauses de réexamen.....	12
4.3.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	12

4.3.2 – Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	13
4.3.3 – En cas de circonstances exceptionnelles.....	14
4.3.4 – En cas de modifications/ajout ou suppression de site.....	14
4.3.5 – En cas de modification de la subvention ou des paramétrages livraison/commande.....	14
Article 5: Conditions particulières d'exécution des prestations.....	14
5.1 – Développement Durable.....	14
<b>CHAPITRE 3 : PRIX ET REGLEMENT.....</b>	<b>15</b>
Article 6 : Prix des repas commandés par les agents.....	15
6.1 – Mode d'établissement du prix.....	15
6.2 – Monnaie.....	15
6.3 – Contenu des prix.....	15
6.4 – Forme et variation des prix.....	15
6.4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.....	15
6.4.2 – Variations des prix.....	16
6.4.2 1 – Mois d'établissement des prix du marché.....	16
6.4.2 2 – Modalités de variations des prix.....	16
Article 7 : Avances.....	17
Article 8 : Facturation et paiement.....	17
8.1 – Conditions spécifique au règlement et à la facturation.....	17
8.2 –Transmission des demandes de paiement.....	17
8.2.1 – Transmission des factures via le portail le portail.....	17
8.2.2 – Présentation des demandes de paiement.....	18
8.2.3 – L'envoi d'une facture sous format papier à l'adresse suivante.....	19
8.3 – Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur.....	19
8.4 – Paiement pour solde.....	19
8.5 – Délai global de paiement.....	19
<b>CHAPITRE 4 : CONTROLE DE L EXECUTION ET GARANTIES .....</b>	<b>20</b>
Article 9 : Contrôle des prestations livrées.....	20
Article 10 : Tracabilité des produits.....	20
Article 11 :Suivi d'exécution du marché.....	20
<b>CHAPITRE 5 : EXIGENCES EN MATIERES D ASSURANCES.....</b>	<b>20</b>
Article 12 :Assurances.....	21
<b>CHAPITRE 6 : PENALITES -RESILIATION.....</b>	<b>21</b>
Article 13 : Pénalités.....	21
Article 14 : Résiliation.....	21
Article 14-1 : Résiliation aux torts du titulaire.....	21
Article 14-2 : Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
<b>CHAPITRE 7: DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>22</b>
Article 15 : Différends.....	22
Article 16 : Procédures amiable de conciliation.....	22
Article 17 : Litiges et tribunal administratif compétent.....	22

# CHAPITRE 1 : GÉNÉRALITÉS

## **Article 1 : Dispositions générales du marché**

### **1.1 – Objet du présent marché**

Le marché régi par le présent C.C.P a pour objet :

**Service de livraison de repas,  
pour partie subventionnés par l'employeur,  
à destination d'agents du ministère de l'Intérieur  
exerçant dans les Yvelines  
et intervenant au sein de neuf services repartis sur sept sites**

Ce marché s'inscrit dans une démarche de la **Préfecture des Yvelines de permettre à des agents du ministère de l'Intérieur exerçant dans les Yvelines et intervenant au sein de neuf services répartis sur sept sites** (détails des sites dans l'article 8.1) d'accéder à un service de restauration pour partie subventionné par la Préfecture des Yvelines et permettant d'offrir une diversité des propositions de repas équilibrés à destination de son personnel.

Les subventions octroyées aux agents viennent en déduction du prix du repas livré à l'agent et font l'objet d'une facturation mensuelle à la préfecture des Yvelines.

### **1.2 – Date d'effet**

Le marché prend effet à sa date de notification.

### **1.3 – Délai d'exécution**

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

### **1.4 – Reconduction**

Le marché pourra être renouvelé par reconduction expresse, par courrier recommandé avec accusé de réception, sans que la durée totale n'excède quatre ans et au moins trois mois avant l'échéance annuelle.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser cette reconduction.

### **1.5 - Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

L'article 24 du C.C.A.G-FCS s'appliquent en cas de circonstances imprévisibles.

## **1.6 – Nature du présent marché et mode de passation**

### **1.6.1 - Décomposition en lots**

Le présent marché public relève de la catégorie des marchés au sens de l'article L.1111-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de services. La technique d'achat est l'accord-cadre mono attributaire à bons de commandes.

### **1.6.2 - Mode de passation du marché**

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-5 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

### **1.6.3 - Marché de prestations similaires**

L'acheteur se réserve le droit de conclure un (ou plusieurs) nouveau(x) marché(s) sans publicité ni mise en concurrence, dans les conditions définies à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, avec le titulaire du présent marché pour la réalisation de prestations similaires. Le montant cumulé du présent marché et du (ou des) marché(s) de prestations similaires envisagés ne pourra dépasser la valeur plafond indiquée à l'article 4 de l'acte d'engagement du marché.

## **1.7 – Description des prestations**

### **1.7.1 – Restauration des agents**

La mission principale du titulaire consiste en la livraison de repas à destination des agents avec mise à disposition d'un portail en ligne de commande de repas.

Les agents bénéficieront ainsi d'un compte en ligne nominatif leur permettant d'accéder au catalogue du prestataire afin de commander leur repas pour leur pause déjeuner du lundi au vendredi.

Ils pourront ainsi commander à leur convenance :

- Un plat
- Une formule (entrée + plat ou plat + dessert ou entrée + plat + dessert / incluant ou non une boisson)

Le prestataire devra être en mesure de proposer un choix de plats variés, de saison et de qualité. L'offre devra entre autres comporter la possibilité de commander des plats diététiques, végétariens, carné ou non carné et de commander aussi bien des formules que des plats "à la carte".

Les appellations des plats doivent être compréhensibles afin de rapidement identifier le contenu du plat. La liste des ingrédients doit être facilement consultable pour identifier les allergènes et ainsi éviter tout risque pour les agents.

Les produits durables, biologiques, locaux doivent aussi être facilement identifiables.

### **1.7.2 – Lieux d'exécution**

Les livraisons prévisionnelles concernent les sites et effectifs moyens suivants :

**SITE 1**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
Service du dépôt au tribunal de grande instance (DIPN78)	3-5, Place André MI-GNOT	78000 VERSAILLES	170
Direction des migrations (PREF78)			
CERT (PREF78)			

**SITE 2**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
Standard de la préfecture des Yvelines (SGC78)	2, Place André MI-GNOT	78000 VERSAILLES	5

**SITE 3**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
Sous-préfecture de Saint Germain-en-Laye (PREF78)	1, Rue du Panorama	78100 SAINT GERMAIN-EN-LAYE	55

**SITE 4**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
CPN de Saint Germain-en-Laye (DIPN78)	19, Rue de Pontoise	78100 SAINT GERMAIN-EN-LAYE	230

**SITE 5**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
CPN de Mantes-la-Jolie (DIPN78)	44, Rue Pierre Sé-mard	78200 MANTES-LA-JOLIE	200

**SITE 6**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
Sous-préfecture de Rambouillet (PREF78)	82, Rue du Général de Gaulle	78120 RAMBOUILLET	18

**SITE 7**

Service	Adresse	Ville	Effectifs
CPN de Rambouillet (DIPN78)	4, Rue Pasteur	78120 RAMBOUILLET	70

Toutefois, ces effectifs sont les effectifs globaux par site, le Secrétariat Général Commun Départemental ne s'engage pas sur un potentiel volume de commande auprès du titulaire.

### 1.7.3 – Modalité de passation des commandes des agents et conditions de livraison

Les commandes seront passées par l'adresse mail professionnelle de l'agent sur le portail en ligne et/ou application du titulaire au mieux la veille et ce jusqu'à maximum 10h pour une livraison le jour même.

Chaque agent inscrit est affecté à un seul site de livraison.

Les repas seront livrés dans des contenants individuels par agent entre 11h et 12h30 maximum.

Les modalités de livraison (dépôt à l'accueil, dans les réfrigérateurs, autres) seront fixées conjointement avec le titulaire lors de la réunion de lancement en prenant en compte les spécificités des différents sites.

Le titulaire du marché pourra éventuellement proposer dans son offre un dispositif de fidélité auprès des agents.

### 1.7.4 – Règlement de la commande par l'agent

Les bénéficiaires paieront directement au prestataire le prix de leur repas diminué éventuellement :

- du montant de la prestation interministérielle en fonction de leur indice de rémunération (=PIM) ;
- du montant de la subvention accordée par le ministère de l'Intérieur en fonction de la ville d'implantation.

### 1.7.5 – Compte administrateur à l'attention de l'acheteur

Le prestataire mettra un compte administrateur à la disposition du Service Départemental d'Action Sociale pour lui permettre de :

- déterminer en amont de chaque inscription sur la plate-forme de commande le ou les taux de subvention(s) applicables à chaque agent ;
- d'assurer son propre suivi des activations des comptes
- d'assurer la mise à jour des taux de subventions appliqués aux agents en fonction de leur rémunération.

### 1.7.6 – Engagements du prestataire

Le prestataire s'engage à appliquer aux bénéficiaires les participations journalières de la Préfecture des Yvelines communiquées par le SDAS78 :

- dans la limite de 23 repas par mois ;
- dans le respect du reste à charge minimum pour l'agent de 2,73 €, montant fixé par l'URSSAF en 2025, et qui est révisé chaque année.

Le prestataire s'engage par ailleurs, à fournir à chaque début de mois au SGC78/SDAS78, une facture correspondant au montant total détaillé des participations avancées sur le mois précédent ainsi que le numéro de ses commandes et leurs dates.

### 1.7.7 – Règles d'hygiène

Le titulaire s'engage à connaître, se former et à respecter les règles d'hygiène imposées aux prestataires spécialistes de la restauration.

Cette obligation s'applique aussi bien dans les cuisines du titulaire que lors du transport et stockage des denrées brutes et des repas préparés.

Le titulaire applique toutes les mesures d'hygiène réglementaires prévues à tout moment du process d'élaboration des repas : approvisionnement, stockage, préparation et livraison.

L'ensemble des mesures et agréments sanitaires relatifs à cette obligation sont détaillés dans la notice 1 du cadre de mémoire technique.

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire procède à une analyse des risques pour la santé du consommateur, suivant les méthodes retenues par la démarche HACCP.

#### 1.7.8 – Réunion de lancement

A l'initiative de l'acheteur et au plus tard le mois précédant le démarrage de la mission, le titulaire et l'acheteur se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec l'acheteur ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des prestations du titulaire ;
- de préciser les modalités de dépôts des commandes par sites ;
- de moduler les conditions de paramétrage de la participation financière et des horaires ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement de l'acheteur et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis sous 15 jours après ladite réunion.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

### **2.1 – Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S., l'ordre de priorité des pièces est le suivant :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Annexe n°1: Clause contractuelle de sous-traitance (RGPD) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ;
- Le règlement de consultation ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **2.2 – Pièces générales**

- Le C.C.A.G fournitures courantes et services (C.C.A.G-F.C.S) (Arrêté du 30 mars 2021)
- Les C.C.T.G, les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix
- Toute réglementation en vigueur ou à venir concernant les services objets du présent marché (décret, ordonnance ....)
- Les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix ;



Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées bien connues des entreprises et des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel, dans leur édition la plus récente connue au premier jour du mois d'établissement des prix.

## **Article 3 : Obligations des parties**

### **3.1 – Obligations générales des parties**

#### **3.1.1 - Représentation des parties**

Sauf dans l'hypothèse où cette personne est déjà renseignée en annexe n°1 à l'acte d'engagement, dès la notification du marché, le titulaire désigne :

- une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter pour assurer le suivi du marché ;
- une personne habilitée à recevoir la notification des décisions ou correspondances adressées par l'acheteur en cours d'exécution du marché (ordres de services, courriers, avenants, mises en demeures, etc.) ; cette personne devra être identifiée officiellement (nom / prénom / téléphone / mail) auprès de la Direction des achats et de la Performance.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les représenter.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-F.C.S., les notifications de l'acheteur seront réalisées soit par le biais du profil d'acheteur ou l'adresse postale ou électronique indiqué, soit par courrier à l'adresse indiquée en annexe n°1 à l'acte d'engagement du marché.

Dans le cas où pour une raison quelconque, ces interlocuteurs devaient changer ou ne plus satisfaire, le titulaire s'engage à les remplacer par un de ses collaborateurs et à en informer l'acheteur sans délai.

En cas de modification des personnes physiques habilitées à représenter l'acheteur, celui-ci en informera le titulaire dans les meilleurs délais.

#### **3.1.2 - Responsabilité du titulaire**

##### **3.1.2.1 - Engagement sur les moyens :**

Il est rappelé au titulaire qu'il répond à une obligation de résultat. De fait, les moyens déployés permettant de répondre à la logistique d'acheminement des produits à livrer dans les conditions fixées par le présent marché sont de sa responsabilité.

Afin de garantir cette obligation de résultat, le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre tous les moyens qui permettent d'éviter tous les surcoûts et tous les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires à la bonne exécution des prestations du marché. Le titulaire est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Pour assurer sa mission, le titulaire utilise des outils adaptés, permettant une saisie facile et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer l'acheteur dans les délais les plus courts.

### **3.1.3 – Sous-traitance**

#### **3.1.3.1 - Obligations du titulaire**

L'acheteur n'a identifié aucune tâche essentielle à réserver spécifiquement au titulaire du marché.

#### **3.1.3.2 - Condition d'acceptation d'un sous-traitant**

Les dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du CCP et de l'article 3.6 du CCAG-FCS s'appliquent.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

Lorsque la demande est présentée dans l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra joindre les pièces suivantes accompagnées du formulaire DC4 dûment rempli et signé :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des exclusions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 du CCP,
- tout document attestant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant, notamment la qualification de son personnel,
- les certificats sociaux et fiscaux du sous-traitant datant de moins de six (6) mois.

L'acheteur notifiera au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial après signature.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

### **3.2 – Obligations administratives**

#### **3.2.1 - Langue**

Tous les documents, ainsi que toute correspondance relative au présent marché seront entièrement réalisés en langue française.

A défaut, elles doivent être accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **3.2.2 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du C.C.A.G-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **3.2.3 - Remise de documents attestant de l'absence d'emploi dissimulé**

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de produire tous les six mois et dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la demande de l'acheteur, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 du Code du travail (relatif au travail dissimulé), s'il est établi en France ou bien celles des articles R.1263-12, D.8222-7 s'il est établi à l'étranger.

### **3.2.4 - Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de situation**

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe l'acheteur dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.) afin que l'acheteur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

### **3.2.5 - Obligation de confidentialité**

Tous les renseignements et informations portés à la connaissance du titulaire et de ses sous-traitants ou recueillis par le titulaire et ses sous-traitants au cours de l'exécution du marché sont considérés comme confidentiels et ne devront en aucun cas être communiqués par celui-ci à des tiers, sous peine de résiliation pour faute du marché. Cette disposition s'applique pour toute la durée du contrat et se prolonge cinq (5) ans après la fin du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

### **3.2.6 - Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'acheteur confie au titulaire un ou plusieurs traitements de données personnelles. En application de l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, les obligations respectives des parties sont établies dans l'annexe « Protection des données personnelles » jointe à l'AE du marché.

En cas de manquement aux obligations définies dans l'annexe « protection des données personnelles » précitée, le titulaire encourt les pénalités mentionnées au présent CCP.

### **3.2.7 – Notification des violations des données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (nombres de personnes concernées) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel.

### **3.2.8 – Destruction des données**

Au terme de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Le secrétariat général commun départemental des Yvelines se réserve la possibilité de demander toute preuve pour justifier de la destruction des données.

## **CHAPITRE 2 : EXECUTION DU MARCHE**

### **Article 4 : Conditions générales d'exécution du marché**

#### **4.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

#### **4.2 - Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### **4.3 - Clauses de réexamen**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

##### **4.3.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer, dans le respect des dispositions du CCP.

Ce remplacement pourra intervenir selon la procédure prévue à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS et après accord trouvé entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire selon les conditions prévues à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

A défaut, le remplacement du mandataire est effectué dans les conditions prévues à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS complétées comme suit :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire ;
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire ;
  - soit de prononcer la résiliation pour faute, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

#### **4.3.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution**

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire selon les conditions prévues à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

A défaut, le remplacement du mandataire est effectué dans les conditions prévues à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS complétées comme suit :

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire ;
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant exécutant la part financière la

plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire ;

- soit de prononcer la résiliation pour faute, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

#### **4.3.3 En cas de circonstances exceptionnelles**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent d'un avenant en application de l'article 25 du C.C.A.G-FCS.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

#### **4.3.4 En cas de modification/ ajout ou suppression de site**

En cas d'ajout ou modification de site de livraison, le titulaire et le Secrétariat Général Commun Départemental échangeront afin de transmettre les données et ajuster les modalités.

#### **4.3.5 En cas de modification de la subvention ou des paramétrages livraison/commande**

Les horaires de livraison ou modalité d'application de la subvention peuvent être modulées, de même que les horaires de livraisons de repas sur certains sites.

Ces points seront évoqués en réunion de lancement et éventuellement modifiés en cours de marché sur demande du Secrétariat Général Commun Départemental.

### **Article 5 : Conditions particulières d'exécution des prestations**

#### **5.1 – Développement durable**

En application des articles L.2111-1 et R.2111-11 du Code de la commande publique et de l'article 7 du C.C.A.G-F.C.S, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont les suivantes : les entreprises doivent respecter les dispositions prises pour assurer la protection de l'environnement (tri sélectif, emballages, gestion des déchets, modalités de transport...).

## **CHAPITRE 3 : PRIX ET REGLEMENT**

### **Article 6 : Prix des repas commandés par les agents**

#### **6.1 - Mode d'établissement du prix**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

Les services faisant l'objet du marché seront réglés par le paiement des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires.

Le bordereau des prix unitaires fixe le prix des denrées pour la première année du marché. Les prix seront révisables conformément à l'article 4.4 – Forme et variation de prix.

#### **6.2 - Monnaie**

L'unité monétaire est l'euro.

#### **6.3 – Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G-F.C.S, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais de gestion, hébergement et maintenance du portail en ligne du titulaire, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du C.C.A.G-F.C.S, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des services, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des services, sont à la charge du titulaire.

Les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du marché conclu en groupement :

➤ En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des services de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

➤ En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des services confiés à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les services seront réglés par application du montant global et forfaitaire, au prorata de l'avancement des prestations.

En application de l'article 7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

## **6.4 - Forme et variation des prix**

### **6.4.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Le présent marché est passé à prix révisables.

### **6.4.2- Variation des prix**

#### **6.4.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025 (date limite de réception des offres) ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

#### **6.4.2.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Les prix du bordereau de prix unitaires sont révisables. Le prix initial est considéré fixé selon les conditions économiques du mois précédent le mois de la date limite de réception des offres et qui est dénommé « mois 0 ».

Le prix est révisable à chaque date anniversaire de la **date de prise d'effet du marché**.

A chaque révision le titulaire adresse au secrétariat général commun départemental des Yvelines un nouveau bordereau des prix unitaires révisé au plus tard un mois avant la date de reconduction.

Les éléments suivants doivent y figurer : ancien indice, nouvel indice, coefficient et calculs de révision.

Dans le cas de la disparition d'un indice faisant partie de la formule de révisions de prix, l'indice le substituant devra être pris en compte (source : <http://www.insee.fr>).

**Règle d'arrondi** : le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. (article 10.2.3 du CCAG FCS)

La formule de révision des prix est la suivante pour les prix du bordereau de prix unitaires :

$$P_n = P_o \times (I/I_o)$$

Dans laquelle :

**P<sub>n</sub>** = prix révisé HT

**P<sub>o</sub>** = prix initial HT au mois M0 d'établissement des prix du marché

**I** : (dernière valeur définitive connue de l'indice INSEE un mois avant la date de reconduction du marché de l'année n) identifiant : **010766519** Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes, accessible à l'adresse internet suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766519>

**I<sub>o</sub>** : valeur de l'indice d'origine.



### **Clause de sauvegarde :**

La révision des prix ne peut pas conduire à une **hausse** annuelle de l'ensemble des prix au-delà de 5 %. Les prix révisés applicables seront alors les prix initiaux augmentés du plafond susvisé.

La révision des prix ne peut pas conduire à une **baisse** annuelle de l'ensemble des prix au-delà de 5 %. Les prix révisés applicables seront alors les prix initiaux diminués du plancher susvisé.

Concernant les prix issus du ou des tarifs publics du titulaire (catalogues), les prix sont ajustables selon les modifications des tarifs publics en vigueur. Le titulaire fera alors parvenir à la D.A.P les nouveaux tarifs publics. En cas de rabais prévu contractuellement, celui-ci sera invariable pendant toute la durée du marché.

## **Article 7 : Avance**

Aucune avance n'est accordée au titulaire du marché.

Le prestataire s'engage à fournir à chaque début de mois au SGC78/SDAS78, une facture correspondant au montant total détaillé des participations avancées aux agents sur le mois précédent et des justificatifs associés (nombre de commandes par agents etc).

## **Article 8 : Facturation et paiement**

### **8.1 - Conditions spécifique au règlement et à la facturation**

L'administration règle le titulaire des subventions accordées aux agents après réception de sa facture.

Le prestataire s'engage à :

- n'autoriser qu'un seul repas par agent et par jour, dans la limite de 23 repas par mois et le prix minimal à payer pour les agents est de 2,73€ pour 2025 (minimum déterminé par l'URSSAF).
- adresser mensuellement par voie électronique au SGCD à l'adresse électronique suivante [sgc-sdas-paiement@yvelines.gouv.fr](mailto:sgc-sdas-paiement@yvelines.gouv.fr), un fichier détaillé permettant un contrôle des repas subventionnés indiquant : nom et prénom des agents, date de prise des repas.
- établir au nom de la Préfecture des Yvelines une seule facture mensuelle, à terme échu, détaillant par site le nombre de PIM et de subventions complémentaires.

Les frais logistiques et de livraison sont entendus compris dans le prix des repas.

### **8.2 - Transmission des demandes de paiement**

#### **8.2.1 - Transmission des factures via le portail le portail**

En application de l'article L.2192-1 du CCP et du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, l'envoi des factures sera effectué exclusivement sous format électronique via le portail mutualisé de facturation Chorus Pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le prestataire s'engage à transmettre la facture mensuelle, accompagnée d'un RIB, à la Direction régionale des finances publiques de Paris de manière dématérialisée sur CHORUS Pro en se connectant, à l'adresse mail suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour obtenir toutes les informations et documents utiles sur le site Chorus-pro, il est conseillé de se référer au site internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

La demande de paiement devra impérativement respecter les prescriptions de l'article 11.4.2 du CCAG-FCS et présenter pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante réalisée.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux articles 11.2 à 11.5 du CCAG-FCS.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

### **8.2.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement mentionnent, outre les mentions légales et obligatoires définies à l'article D.2192-2 du CCP, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- la date de facturation ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la prestation exécutée ;
- les quantités de prestations commandées ainsi que le nom de l'agent, la date de commande et le contenu de la commande ;
- le détail des coûts (la part agent et la part Ville) ;
- le taux et le montant de la T.V.A ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant

La présentation des factures devra par ailleurs être conforme au catalogue en ligne du marché.

- En cas de cotraitance : la transmission du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

- En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé (article R.2193-11 du CCP).

- le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur (R.2193-12 du CCP).

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **8.2.3 - L'envoi d'une facture sous format papier à l'adresse suivante**

Depuis le **1<sup>er</sup> janvier 2020**, les factures sous format papier ne sont plus acceptées.

### **8.3 - Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur**

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant éventuellement apparaître les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

### **8.4 - Paiement pour solde**

Le titulaire adresse sa demande de paiement à l'acheteur après la décision d'admission.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq (45) jours courant à compter de l'admission des prestations, l'acheteur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

### **8.5 - Délai global de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à trente (30) jours, conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du CCP.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En complément des dispositions de l'article R.2192-10 et suivants du CCP, les précisions suivantes sont apportées :

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

A la demande éventuelle du titulaire, le Secrétariat Général Commun Départemental des Yvelines fournira la date et le numéro du mandat se rattachant aux factures en cours de paiement.

## **CHAPITRE 4 : CONTROLE DE L'EXECUTION ET GARANTIES**

### **Article 9 : Contrôle des prestations livrées**

Chaque agent est responsable de vérifier et remonter directement au titulaire les manquements en quantités ou qualité lorsqu'il récupère sa commande.

Le Secrétariat Général Commun Départemental des Yvelines ne gère nullement les problématiques de produits non réceptionnés ou de remboursement ou avoir qui sont traités directement entre le titulaire et l'agent et ainsi répercuté directement sur son compte en ligne.

Toutefois, le titulaire transmet le contact et informations concernant le SAV dans la notice du cadre de mémoire technique. Une réponse devra être apportée dans les 24h heures suivant le manquement déclaré par l'agent.

### **Article 10 : Traçabilité des produits**

Le Titulaire devra fournir la preuve des caractéristiques techniques et de la traçabilité des principaux produits utilisés pour la préparation des repas. Il devra également démontrer, par tout moyen, que les denrées respectent les normes en vigueur, les spécifications du cahier des charges et celles de son offre, notamment en termes de qualité et d'origine. Enfin, il mettra à disposition du pouvoir adjudicateur toute documentation technique justifiant la conformité, la qualité et l'origine des produits cuisinés (fiches techniques, étiquetage, origine, etc.).

### **Article 11 : Suivi d'exécution du marché**

Au cours de l'exécution du marché, l'attaché commercial habilité à représenter le titulaire devra faire un bilan annuel avec le secrétariat général commun départemental des Yvelines. A cette occasion, les deux parties envisageront d'établir un plan de progrès, de présenter les statistiques annuelles comprenant au minimum les informations suivantes :

- taux de service
- nombre de commandes en moyenne par jour, par mois et par site

Par ailleurs, l'acheteur souhaite pouvoir réaliser un suivi nominatif, notamment pour contrôler les doublons d'utilisation de la participation financière de la Préfecture au fil de l'eau sur son portail en ligne avec son accès administrateur.

## **CHAPITRE 5 : EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES**

### **Article 12 : Assurances**

Le Titulaire est assuré de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir notamment en cas d'intoxication alimentaire ou d'empoisonnement pouvant survenir.

## **CHAPITRE 6 : PÉNALITÉS - RÉSILIATION**

### **Article 13 : Pénalités**

Des pénalités sont appliquées au prestataire en cas de non-respect des engagements contractuels. Les pénalités sont appliquées et mises en œuvre par émission d'un titre de recettes ou seront déduites d'une des facturations suivant la date de la pénalité concernée.

Toutes les pénalités prévues au présent marché sont cumulables de plein droit et sans appel.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-F.C.S**, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation de l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

En application de l'article 14.1.1 du C.C.A.G-F.C.S, l'acheteur invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours en précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

### **Article 14 : Résiliation**

Les dispositions des articles 38 à 45 du C.C.A.G-F.C.S sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

#### **14.1 - Résiliation aux torts du titulaire**

L'acheteur pourra résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas de résiliation pour faute il sera fait, application des articles 41 à 45 du C.C.A.G-F.C.S avec les précisions suivantes :

En application de l'article 45.1 du C.C.A.G-F.C.S, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

En complément à l'article 41.1 du C.C.A.G-F.C.S, le présent C.C.A.P prévoit qu'en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang présentée par le sous-traitant de premier rang et qu'après mise en demeure du sous-traitant de premier rang ainsi que du titulaire de la consultation, restée sans effet dans un délai de 8 jours, la consultation sera résiliée aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts exclusifs du cocontractant, en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 à R.2142-14, R.2143-3, R.2143-4, R.2143-6 à R.2143-10 et R.2144-2 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts exclusifs du cocontractant en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-7 ou D 8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Conformément à l'article 41.3 du C.C.A.G-F.C.S, la résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

#### **14.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G-F.C.S, aucune indemnité de résiliation n'est versée au titulaire du marché.

## **CHAPITRE 7 : DIFFERENDS ET LITIGES**

### **Article 15 : Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché dans les conditions prévues à l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S.

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre l'acheteur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

### **Article 16 : Procédure amiable – de conciliation**

**Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges - Préfecture de la Région Ile-De-France** (France) - Adresse : 29, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, téléphone : 01-44-42-63-75, courriel : [webmestre-internet@ile-de-france.pref.gouv.fr](mailto:webmestre-internet@ile-de-france.pref.gouv.fr), télécopieur : 01-45-55-47-02.

### **Article 17 : Litiges et tribunal administratif compétent**

Tout litige opposant les parties quant à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché et qui n'aura pu être tranché à l'amiable sera porté devant le Tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 VERSAILLES.